

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1223

[C — 2009/29180]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française visant à ajouter une augmentation intercalaire aux membres du personnel enseignant et assimilé ainsi qu'aux membres du personnel technique des CPMS toujours en service à 57 ans et une deuxième augmentation aux membres du personnel toujours en service âgés de 58 ans

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de traitements des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement artistique de plein exercice de l'Etat, relevant du Ministre de la Culture néerlandaise et du Ministre de la Culture française, ainsi que des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement artistique;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de traitements des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement artistique à horaire réduit de l'Etat, relevant du Ministre de la Culture néerlandaise et du Ministre de la Culture française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2009;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné du 27 janvier 2009;

Vu le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement du 27 janvier 2009;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire, de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise est inséré un article *2bis* avec les mots suivants : « Article *2bis*. A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 2. Dans l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat est inséré un article *2bis* avec les mots suivants : « Article *2bis*. A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 3. Dans l'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de traitements des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement artistique de plein exercice de l'Etat, relevant du Ministre de la Culture néerlandaise et du Ministre de la Culture française, ainsi que des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement artistique est inséré un article *2bis* avec les mots suivants : « Article *2bis*. A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 4. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est inséré un article *2bis* avec les mots suivants : « Article *2bis*. A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 5. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est inséré un article *1bis* avec les mots suivants : « Article *1bis*. A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 6. Le Ministre en charge des statuts de l'Enseignement obligatoire, de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de la Promotion sociale et la Ministre en charge des statuts de l'Enseignement supérieur sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté sort ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Bruxelles, le 12 février 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Fonction Publique,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1223

[C — 2009/29180]

12 FEBRUARI 2009. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toevoeging van een tussentijdse verhoging voor de leden van het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel alsook voor de leden van het technisch personeel van de PMS-centra die steeds in dienst zijn op 57-jarige leeftijd en tot toevoeging van een tweede verhoging voor de personeelsleden die nog in dienst zijn op 58-jarige leeftijd**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1978 tot vaststelling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de rijksinrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan, ressorterend onder de Minister van Nederlandse Cultuur en de Minister van Franse Cultuur, alsmede van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor kunstonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1978 tot vaststelling op 1 april 1972 van de weddeschalen van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de rijksinrichtingen voor kunstonderwijs met beperkt leerplan, ressorterend onder de Minister van Nederlandse Cultuur en de Minister van Franse Cultuur;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs, met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 januari 2009;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van sector IX, van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten – Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de personeelsstatuten van het vrij gesubsidieerd onderwijs van 27 januari 2009;

Gelet op het Overlegprotocol van het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering van 27 januari 2009;

Op de voordracht van de Minister van het leerplichtonderwijs, van de Vice-Presidente en de Minister van het Hoger onderwijs, het Wetenschappelijk onderzoek en de Internationale betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 2009,

Besluit :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *2bis*. Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 57 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.

Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 58 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal. »

Art. 2. In het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *2bis*. Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 57 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.

Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 58 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal. »

Art. 3. In het koninklijk besluit van 9 november 1978 tot vaststelling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de rijksinrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan, ressorterend onder de Minister van Nederlandse Cultuur en de Minister van Franse Cultuur, alsmede van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor kunstonderwijs wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *2bis*. Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 57 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.

Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 58 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal. »

Art. 4. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs, met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *2bis*. Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 57 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.

Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 58 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal. »

Art. 5. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *1bis*. Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 57 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.

Vanaf 1 januari 2009 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 58 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van het dubbel van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal. »

Art. 6. De Minister bevoegd voor de statuten van het Leerplichtonderwijs, het Kunstsecundair Onderwijs met beperkt leerplan en het Onderwijs voor Sociale Promotie en de Minister belast met de statuten van het Hoger Onderwijs worden respectievelijk belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Brussel, 12 februari 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente en Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1224

[C - 2009/29178]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant les statuts organiques et le règlement général de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lettres patentes de l'Impératrice Marie-Thérèse érigeant la Société littéraire de Bruxelles en Académie impériale et royale des Sciences et Belles-Lettres, octroyées le 16 décembre 1772;

Vu la loi du 2 août 1924 accordant la personnification civile à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et à l'Académie royale de Médecine, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1845 portant réorganisation et décrétant les statuts organiques de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1845 décrétant le règlement général de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique;

Vu le vote de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique réunie en assemblée générale extraordinaire le 4 décembre 2008;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont approuvés tels qu'ils figurent en annexe 1^{re} du présent arrêté, les statuts organiques établis par l'Assemblée générale de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

Art. 2. Est approuvé tel qu'il figure en annexe 2 du présent arrêté, le règlement général établi par l'assemblée générale de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

Bruxelles, le 12 février 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Annexe 1^{re}. — Statuts organiques

STATUTS ORGANIQUES

Article 1^{er}. - L'Académie des Sciences et Belles-Lettres, fondée par l'Impératrice Marie-Thérèse, prend le titre d'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

L'Académie a spécialement pour mission de promouvoir les travaux de recherche et d'encourager les entreprises scientifiques et artistiques qui réclament son concours matériel ou moral. Elle est un centre de coopération entre les savants et artistes belges, de même qu'entre ceux-ci et les savants et artistes d'autres pays. Elle publie les travaux de ses membres et ceux des chercheurs, auxquels elle peut attribuer des prix et des subventions. Elle exprime, à la demande des Pouvoirs publics ou de sa propre initiative, tous avis qu'elle estime de nature à servir les intérêts des Sciences, des Lettres, des Arts.

Art. 2. - Le Roi est protecteur de l'Académie.

Art. 3. - L'Académie est divisée en Classes.

La première Classe (Classe des Sciences) comprend les sciences mathématiques, physiques, chimiques, biologiques, géologiques et disciplines apparentées.

La deuxième Classe (Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques) comprend l'histoire, l'archéologie, les lettres, les sciences morales et la philosophie, les sciences politiques, sociales, économiques, juridiques et psychologiques.

La troisième Classe (Classe des Arts) comprend la peinture et les arts apparentés, la sculpture et les arts apparentés, l'architecture, la musique, le cinéma, l'audiovisuel, les arts de la scène, l'histoire des arts et leur critique.

La quatrième Classe (Classe Technologie et Société) comprend les diverses ingénieries qui dérivent des sciences en s'intéressant à leur impact sur la société.